

RCS : CHALON SUR SAONE

Code greffe : 7102

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CHALON SUR SAONE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 00860

Numéro SIREN : 892 135 484

Nom ou dénomination : 3SC

Ce dépôt a été enregistré le 17/12/2020 sous le numéro de dépôt 4527

3SC
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE UNIPERSONNELLE
AU CAPITAL DE 250 000 EUROS

67 rue du Jura
71500 LOUHANS
==--==
RCS CHALON SUR SAONE
==--==

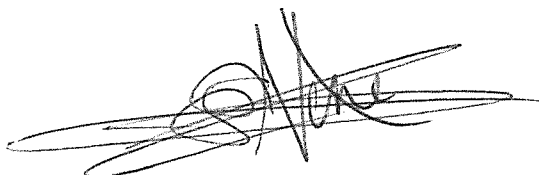
LISTE DES SOUCRIPTEURS ET ETAT DES VERSEMENTS

<i>Nom, Prénoms, Domicile des souscripteurs</i>	<i>Nombre d'actions souscrites</i>	<i>Montant total des souscriptions</i>	<i>Montant des Versements effectués</i>
Monsieur Sébastien CENES 397 chemin du bas de layer 71290 JOUVENCON.	25 000	250 000 €	250 000 €
TOTAL	25 000	250 000 €	250 000 €

La présente liste constatant la souscription de 25 000 actions de la Société Par Actions Simplifiée «3SC», ainsi que le versement du montant nominal desdites actions, soit la somme de 1.000 €, est certifiée exacte et sincère par les associés.

Fait à LOUHANS

Le 10/12/20



3SC

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE UNIPERSONNELLE

AU CAPITAL DE 250 000 EUROS

**67 rue du Jura
71500 LOUHANS**

==--==

RCS CHALON SUR SAONE

==--==

En accord entre les parties, les
présentes ont été reliées par le
procédé ASSEMBLACT R.C.
empêchant toute substitution ou
addition et sont seulement signées
à la dernière page.

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Sébastien CENES

Né le 10 août 1984 à LONS-LE-SAUNIER (Jura).

Célibataire majeur lié par un pacte civil de solidarité enregistré le 12 juin 2015 au greffe du tribunal d'instance de CHALON-SUR-SAONE.

Demeurant 397 chemin du bas de layer – 71290 JOUVENCON.

A établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée qu'il a décidé d'instituer.

TITRE I. – FORME. OBJET. DÉNOMINATION SOCIALE. SIÈGE. DURÉE

Article 1^{er} - Forme

La société a la forme d'une société par actions simplifiée et sera régie par les lois en vigueur, et notamment par les articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce relatifs aux sociétés par actions simplifiées et par les présents statuts.

Le soussigné est associé unique. Néanmoins, à tout moment, il peut s'adjoindre un ou plusieurs associés. Dans ce cas, le caractère pluripersonnel de la société pourra se rétablir sans que la forme sociale en soit modifiée.

Article 2 - Objet

La société a pour objet tant en France qu'à l'étranger, directement ou indirectement en qualité d'intermédiaire :

- l'étude, la création, la mise en valeur, l'exploitation, l'organisation, le financement, l'acquisition et le contrôle de toutes sociétés ou entreprises, la réalisation de toutes études, la prospection commerciale, la prestation de tous services administratifs et/ou financiers, la formation.
- l'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers,
- La création et la gestion d'un portefeuille d'instruments financiers, tant en euros qu'en devises étrangères, sous toutes les formes, à savoir :
 - o d'actions et autres titres assimilés et d'une façon générale toutes valeurs mobilières,
 - o de titres de créances et les obligations,
 - o de parts ou actions d'organismes de placements collectifs et fonds communs de créances,
 - o d'instruments financiers à terme

Et d'une façon générale toutes opérations financières, commerciales, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptible d'en faciliter la réalisation

Article 3 - Dénomination

La dénomination de la société est :

3SC

Tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS", de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à :

**67 rue du Jura
71500 LOUHANS**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la présidence sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à **QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (99) années**, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

TITRE II. – APPORTS. CAPITAL SOCIAL. ACTIONS

Article 6 - Apports

Lors de sa constitution, l'associé unique a fait à la société des apports en nature dans les conditions suivantes :

APPORTS EN NATURE

IL EST TOUT D'ABORD RAPPELE

Monsieur Sébastien CENES est associé de la Société SEBASTIEN CENES au capital de 5 000 €, divisé en 500 parts sociales d'une valeur nominale de 10 €, dont le siège social est au 67 rue du Jura - 71500 LOUHANS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CHALON SUR SAONE sous le numéro 833 858 913.

Cette société a pour objet l'activité de quincaillerie, droguerie, bricolage, gaz, bois au détail et fournitures électriques.

Monsieur Sébastien CENES détient la totalité des 500 parts sociales au sein du capital social de la société SEBASTIEN CENES.

PUIS ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

Il est fait apport par Monsieur Sébastien CENES à la société 3SC qui l'accepte, sous les conditions ordinaires de fait et de droit, de CINQ CENTS (500) parts sociales qu'il détient dans la SEBASTIEN CENES, estimées à la somme de DEUX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (250 000 €).

L'apport de Monsieur Sébastien CENES, d'un total de DEUX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (250 000 €) est rémunéré par l'attribution à son profit de 25 000 actions de 10 € chacune entièrement libérées.

L'estimation ci-dessus des parts sociales de la société SEBASTIEN CENES ont été faite au vu d'un rapport établi en date du 02 décembre 2020 par Monsieur Francis LOISEAU et Xavier COUZON, représentant la société DEFI EXPERTS, domicilié à CLUX LA VILLENEUVE (71270) 22 Voie Romaine, Commissaire Aux Apports désigné par le futur associé.

Le total des apports en nature ainsi effectués s'élève à de DEUX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (250 000 €).

La société 3SC est propriétaire des parts sociales apportées à compter du 10 décembre 2020, avec tous les droits et obligations qui y sont attachés, et elle aura seule droit à la fraction des bénéfices de l'exercice en cours qui sera attribuée auxdites parts sociales.

La société 3SC est subrogée dès lors dans tous les droits et obligations attachés aux parts apportées, lesquelles ne sont représentées par aucun titre et dont l'existence résulte uniquement des statuts de la société.

DISPOSITION FISCALE

Monsieur Sébastien CENES, apporteur de droits sociaux, bénéficie des dispositions de l'Article 150-0B du Code Général des Impôts, en application desquelles la plus-value d'apport est neutralisée et sa prise en compte différée jusqu'à la cession ultérieure (ou le rachat, le remboursement ou l'annulation) des titres reçus en échange.

Article 7 - Capital social

Le capital social composé ainsi d'apport en nature est fixé à la somme de **DEUX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (250 000 €)**.

Il est divisé en **VINGT-CINQ MILLE (25 000) actions de DIX EUROS (10 €)** chacune, numérotées de 1 à 25 000 inclus et intégralement souscrites et libérées par l'associé unique.

Article 8 - Modifications du capital

8.1. – Dans le cas où, ultérieurement, la société deviendrait pluripersonnelle, aucune modification du capital ne pourra être prise autrement que par la collectivité des associés statuant à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés, sur le rapport du président.

8.2. – Aucune souscription publique ne pourra être ouverte à l'occasion d'une augmentation de capital.

8.3. – Pour le cas où la société serait pluripersonnelle, toute personne n'ayant pas la qualité d'actionnaire ne pourra entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les associés statuant dans les conditions précisées sous l'article 11.3. ci-après pour l'autorisation des cessions d'actions.

L'attributaire des actions nouvelles devra dans ce cas solliciter son agrément au moment de la souscription.

8.4. – Les actions de numéraire émises à la suite d'une augmentation de capital pourront n'être libérées que du quart, mais si l'augmentation de capital résulte pour partie d'une incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission et pour partie d'un versement en espèces, elles devront être intégralement libérées lors de leur souscription.

Article 9 - Libération des actions

Les actions de numéraire sont libérées du quart au moins lors de leur souscription.

La libération du surplus devra intervenir en une ou plusieurs fois dans un délai maximum de cinq ans à compter soit de l'immatriculation de la société, soit du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Article 10 - Forme des actions

Les actions sont nominatives.

Elles sont inscrites en compte selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

Article 11 - Cession et transmission des actions

11.1. – Forme de la cession ou de la transmission

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

En cas de transmission d'actions, pour quelque cause que ce soit, les bénéficiaires de la mutation devront fournir à la société tous documents justifiant la régularité de leurs droits.

11.2. – Cession par l'associé unique

Les cessions ou transmissions de parts sociales de l'associé unique sont libres.

11.3. – Cessions en cas de pluralité d'associés. Agrément de la société

11.3.1. – En cas de pluralité d'actionnaires, toute cession d'actions à un tiers, un associé, un conjoint, ascendant ou descendant d'un associé ou du cédant, sera soumise à l'agrément préalable de la société.

Ce droit d'agrément s'appliquera à toute cession ou mutation, à titre onéreux ou gratuit, alors même que la cession aurait lieu, par voie d'adjudication publique, en vertu d'une décision judiciaire.

Il sera également applicable en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission, en cas de dévolution successorale ou de liquidation de communauté de biens et en cas d'augmentation de capital, il s'appliquera à la cession des droits d'attribution ou de souscription, comme aux renonciations aux droits de souscription en faveur de bénéficiaires dénommés.

11.3.2. – Le cédant devra notifier son projet de cession au président et à chacun des autres associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ; il devra indiquer l'identité du cessionnaire proposé (nom ou dénomination sociale, adresse ou siège social), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession et les principales conditions de la cession.

Le cessionnaire proposé doit être de bonne foi.

11.3.3. – Dans un délai de trente jours à compter de la réception de la notification de la demande d'agrément, le président sera tenu de notifier au cédant si la société accepte ou refuse la cession projetée.

La décision ne sera pas motivée. Elle s'appliquera à la totalité des actions objet du projet de cession notifié.

À défaut de notification dans ledit délai, l'agrément est réputé acquis au cessionnaire de bonne foi et le cédant éventuel pourra réaliser la cession dans un délai de deux mois.

La décision d'agrément devra être prise à l'unanimité des actionnaires, le cédant ne prenant pas part au vote.

Elle sera notifiée par le président, dès son prononcé, au cédant éventuel par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le cédant dispose d'un délai de deux mois pour réaliser la cession.

11.3.4. – Si l'agrément est refusé, et si le cédant ne fait pas connaître à la société dans le délai de deux mois à compter de la décision de refus, qu'il renonce à la cession envisagée, le président sera tenu de faire acquérir les actions soit par un autre associé soit, avec le consentement du cédant, par la société et ce, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus.

Dans le cas où le président entend faire procéder au rachat des actions par les actionnaires, il devra informer chacun d'eux, dans un délai de huit jours à compter de la décision de refus, du projet de cession.

Les actionnaires intéressés devront adresser, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la société, dans les huit jours de la notification prévue à l'alinéa précédent, des offres d'achat indiquant le nombre d'actions qu'ils désirent acquérir.

En cas de pluralité de candidatures, la répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes sera effectuée par le président proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leur demande.

11.3.5. – Dans le cas où les actions ont été achetées par la société, celle-ci sera tenue de céder les actions rachetées dans un délai de six mois ou de les annuler en procédant à une réduction de capital.

11.3.6. – Le prix de cession sera fixé d'accord entre le cédant et les acquéreurs; à défaut d'accord entre les parties, le prix de cession sera déterminé par expert conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant supportés par moitié par le cédant et par moitié par le ou les acquéreurs.

Dans les huit jours de la détermination du prix, avis sera donné au cédant de se présenter au siège social à l'effet de signer les ordres de mouvement. Faute pour le cédant de se présenter dans un délai de quinze jours à compter du précédent avis, la cession pourra être régularisée d'office par la société.

En cas d'achat des actions par les actionnaires, le prix est payé comptant.

En cas de rachat des actions par la société, le prix est payable dans les six mois de la signature de l'ordre de mouvement ou de l'acte de cession.

11.4. – Décès de l'associé unique

En cas de décès de l'associé unique, la société continue de plein droit entre ses héritiers.

Article 12 - Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne connaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société et aux assemblées par un mandataire unique ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner judiciairement un mandataire chargé de les représenter.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier pour les décisions concernant la répartition des bénéfices et au nu-propriétaire dans les autres cas.

TITRE III. – ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

Article 13 - Présidence

13.1. – Nomination

Le premier président de la société est :

Monsieur Sébastien CENES, sus-nommé.

Si la société vient à être pluripersonnelle, en cas de vacance du poste de président, celui-ci sera nommé par les associés délibérant dans les conditions requises pour les décisions collectives à l'article 15.2.3. ci-dessous.

13.2. – Durée des fonctions de président

Le mandat du président est à durée indéterminée.

Les fonctions cessent par le décès de l'associé unique, son interdiction, sa faillite personnelle, le redressement ou la liquidation judiciaire, par démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

La cessation des fonctions de président, pour telle cause que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

13.3. – Pouvoirs et attributions du président

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Le président est investi, en vertu de la loi, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

À la fin de chaque exercice social, le rapport de gestion, les comptes annuels et le cas échéant, les comptes consolidés, sont arrêtés par le président.

13.4. – Signature sociale

Les actes engageant la société à l'égard des tiers doivent porter la signature du président, ou celle d'un mandataire spécial.

13.5. – Délégations de pouvoirs

Le président peut, dans la limite de ses attributions, conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'opérations déterminées.

13.6. – Rémunération

En rémunération de ses fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la fonction, le président recevra un traitement fixe et/ou proportionnel dont le montant sera entériné annuellement lors de l'assemblée générale appelée à approuver les comptes de l'exercice écoulé.

Il aura droit en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

13.7. – Responsabilité du président

Le président est responsable envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fraudes commises par lui dans sa gestion.

Article 14 - Directeur général

L'associé unique pourra nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ayant à titre habituel le pouvoir d'engager la société.

La décision nommant le directeur général fixera l'étendue de ses fonctions, leur durée, et les modalités de sa rémunération.

Le directeur général pourra être salarié de la société.

À l'égard des tiers, le directeur général dispose des mêmes pouvoirs que le président.

Il pourra être révoqué à tout moment par le président.

Article 15 - Décisions de l'associé unique ou des associés

15.1. – Décisions de l'associé unique

Les décisions de l'associé unique doivent être prises dans l'intérêt exclusif de la société.

L'associé unique ne peut déléguer les pouvoirs qui, dans une SAS pluripersonnelle, relèvent de la compétence des associés et notamment :

- augmentation, réduction ou amortissement du capital ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- toutes questions relatives à l'approbation des comptes annuels et aux bénéfices ;
- opérations de fusion, scission, dissolution et transformation.

Lorsque les dispositions légales prévoient l'intervention d'un ou plusieurs commissaires aux comptes préalablement à la consultation des associés, l'associé unique devra les informer de ses décisions en temps utile pour qu'ils puissent accomplir leur mission.

Les décisions de l'associé unique devront être répertoriées, à peine de nullité, dans un registre coté et paraphé dans les mêmes conditions que les registres d'assemblées générales de sociétés.

Toutefois, les décisions peuvent être reportées sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

15.2. – Décisions collectives en cas de pluralité d'associés

15.2.1. – Décisions obligatoirement prises par les associés

Au cas où la société deviendrait pluripersonnelle, les actes ci-dessus visés à l'article 15.1 ne pourront être accomplis par le président ou le directeur général seuls et seront obligatoirement de la compétence des associés.

Il en ira de même de :

- l'insertion ou la modification des clauses statutaires d'agrément, d'inaliénabilité des actions, d'information lors du changement de contrôle d'une société associée ou d'exclusion ;
- l'approbation des conventions réglementées ;
- l'exclusion d'un actionnaire.
- l'agrément d'un cessionnaire d'actions.

15.2.2. – Modalités de consultation des associés

Toutes les décisions pourront également être prises en assemblée, à distance, par voie de consultation écrite ou d'un vote électronique, par conférence vidéo ou encore être prises dans un acte signé par tous les associés, au choix du président.

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le président.

À défaut, elles peuvent être également convoquées par le commissaire aux comptes ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

La convocation des assemblées générales est faite, aux frais de la société, par lettre simple ou par tout procédé de communication écrite tel que télécopie, ou encore par voie électronique, adressée à chacun des actionnaires quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les assemblées sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation.

L'assemblée est présidée par le président ou, en son absence, par un associé désigné par l'assemblée.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence : celle-ci dûment émarginée par les actionnaires présents et les mandataires, est certifiée exacte par le président.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

L'ordre du jour de l'assemblée qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par le président.

Le vote à distance des associés pourra s'effectuer sous forme de courrier électronique; à cette fin, la société devra recueillir le consentement de chaque actionnaire destinataire des envois dématérialisés de documents.

Une assemblée pourra valablement être convoquée verbalement et être tenue sans délai, dès lors que tous les actionnaires sont présents.

15.2.3. – Représentation. Nombre de voix. Conditions de majorité

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération, dans le délai prescrit, des versements exigibles sur ses actions.

Le droit de participer aux décisions collectives est subordonné à l'inscription en compte des actions au nom de leur titulaire au plus tard à la date de la décision collective.

Dans les assemblées, chaque actionnaire peut se faire représenter par un mandataire de son choix.

Un actionnaire ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses actions et voter en personne du chef de l'autre partie.

Chaque action donne droit à une voix.

Sauf dispositions spécifiques différentes des statuts, les décisions collectives sont prises :

- à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, votant à distance ou représentés ;
- pour celles entraînant modification des statuts, à la majorité des 2/3 des voix dont disposent les actionnaires présents, votant à distance ou représentés ; toutefois, les décisions portant sur une augmentation de capital exclusivement par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, sont prises comme ci-dessus, aux conditions de majorité prévues pour les décisions de caractère ordinaire;
- à l'unanimité, s'agissant :
 - des décisions visant à adopter ou à modifier les clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, l'agrément des cessions d'actions, l'exclusion et la suspension d'un actionnaire ;
 - de celle modifiant les conditions de majorité et de vote des décisions collectives ;
 - de la modification des règles relatives à l'affectation du résultat ;
 - de la transformation de la société en une autre forme.

Il en va de même de la nomination et de la révocation du président.

15.2.4. – Procès-verbaux

Toute décision collective prise par les associés est constatée par un procès-verbal, dressé et signé par le président et les autres actionnaires.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial, tenu au siège social, coté et paraphé.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibérations des actionnaires sont valablement certifiés conformes par le président.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

15.2.5. – Droit d'information des associés

Les documents suivants doivent être communiqués à chacun des associés avant toute décision collective ou doivent leur être adressés avant toute assemblée ou en même temps que le formulaire de vote à distance en cas de consultation écrite ou de vote par voie électronique :

- rapport du président ;
- texte des projets de résolution ;
- rapport du commissaire aux comptes s'il a été nommé.

S'il s'agit de l'approbation des comptes sociaux, les comptes annuels, les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, ainsi que le tableau des résultats de la société au cours de chacun des exercices clos depuis la constitution ou des cinq derniers devront être adressés aux associés en même temps que la lettre de convocation à l'assemblée ou mis à leur disposition en même temps que le formulaire de vote à distance.

Article 16 - Conventions entre la société et ses dirigeants

- L'associé unique est président

16.1. – Toute convention, à l'exception de celles portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et l'associé unique président ou un autre dirigeant doit être répertoriée sur le registre des décisions sociales, comme il est dit supra au paragraphe 15.1.

- Le président est un tiers

16.1. – Toute convention, à l'exception de celles portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président ou un autre dirigeant devra être portée à la connaissance de l'associé unique, dans le mois suivant sa conclusion ; celui-ci les reportera sur le registre des décisions sociales, comme il est dit supra au paragraphe 15.1, en indiquant, le cas échéant, par une mention expresse son désaccord ou ses réserves.

Les autres conventions, savoir celles intervenues avec l'associé unique ou une société le contrôlant doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes s'il en existe un.

Les conventions courantes significatives devront être communiquées au commissaire aux comptes, s'il en existe un.

16.2. – Si la société est pluripersonnelle, le président doit aviser le commissaire aux comptes s'il en existe un, des conventions intervenues entre la société et lui-même, le directeur général, un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote, ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, dans le délai de deux mois à compter de la conclusion desdites conventions. Le commissaire aux comptes présente sur ces conventions un rapport aux associés qui devront statuer sur ce rapport lors de la réunion d'approbation des comptes annuels.

16.3. – Il est par ailleurs interdit au président et aux autres dirigeants de la SAS, selon le droit commun, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers.

Article 17 - Information des salariés

Le président est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par les articles L. 2323-66 et L. 2323-67 du Code du travail.

TITRE IV. – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 18 - Commissaires aux comptes

Le contrôle de la société est exercé dans les conditions fixées par la Loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, ainsi qu'un ou plusieurs commissaires suppléants appelés à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

Les commissaires aux comptes sont désignés par l'associé unique.

Ils sont nommés pour trois exercices, leurs fonctions expirant après l'approbation des comptes du sixième exercice.

Ils exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur relatifs aux sociétés commerciales.

TITRE VI. – EXERCICE SOCIAL. COMPTES. BÉNÉFICES. DIVIDENDES

Article 19 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} Juillet et finit le 30 Juin de chaque année.

Par exception, le premier exercice social se clôturera le 30 Juin 2021.

Article 20 - Comptes annuels

20.1. – Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales.

20.2. – À la fin de chaque exercice social, le président arrête les comptes annuels et le cas échéant, les comptes consolidés, conformément aux dispositions du titre II du livre I du Code de commerce.

20.3. – Les comptes annuels et le rapport de gestion sont tenus, au siège social, à la disposition des commissaires aux comptes s'il en existe, afin qu'ils établissent leur rapport.

Les commissaires aux comptes devront, préalablement à la remise de leur rapport, s'entretenir avec le président des difficultés rencontrées ou des réserves qu'ils ont à formuler.

20.4 – L'approbation des comptes de l'exercice par l'associé unique doit être répertoriée dans le registre des décisions sociales dans le délai de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, le président devra, dans les six mois de la clôture de l'exercice, provoquer une décision collective des associés aux fins d'approbation des comptes de l'exercice écoulé. Lors de la même consultation, le cas échéant, les associés approuveront ou rejeteront les conventions intervenues directement ou indirectement entre le président, un dirigeant ou un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote et la société.

Le président (s'il est associé) ne pourra pas prendre part au vote sur ces conventions.

Article 21 - Fixation. Affectation et répartition du résultat. Mise en paiement des dividendes

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de paiement.

Il fait apparaître, par différence après déduction des amortissements ou des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, s'il en existe, diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et augmenté du report bénéficiaire.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'associé ou les associés peut ou peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont soit imputées sur les comptes de réserves de la société, soit portées sur le compte report à nouveau.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'associé ou les associés. Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés au propriétaire sur présentation de son attestation d'inscription en compte.

Les dividendes régulièrement perçus ne peuvent faire l'objet ni d'une retenue, ni d'une restitution. Ils sont acquis à chaque actionnaire, définitivement et individuellement.

Une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions peut être offerte à chaque associé.

TITRE VII. – TRANSFORMATION. DISSOLUTION. LIQUIDATION

Article 22 - Transformation

L'associé unique peut décider de transformer la société en EURL, sans création d'un être moral nouveau, sous réserve des dispositions législatives en vigueur.

L'opération ne pourra être décidée que si un commissaire aux comptes atteste que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

Si la société a émis des obligations, le projet de transformation devra être soumis à l'assemblée générale des obligataires, s'il en existe.

Dans le cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, la société ne pourra, à dater de l'émission, se transformer en SARL que si elle y est autorisée par le contrat d'émission ou par les titulaires de ces titres réunis en masse.

Article 23 - Dissolution. Liquidation

23.1. – La société peut être dissoute par décision de l'associé unique ou, si elle est pluripersonnelle, par décision des associés statuant aux conditions ci-dessus prévues à l'article 15.2.3.

23.2. – Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associé ou les associés décide(nt), dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

En cas de continuation de la société, l'associé unique ou les associés est ou sont tenus, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire le capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée doit être publiée.

23.3. – Si au jour de la dissolution, qu'elle qu'en soit la cause, la société est toujours unipersonnelle, la dissolution entraînera la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve des droits d'opposition des créanciers conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil ; si l'associé unique est une personne physique, il devra désigner un liquidateur, qui pourra être lui-même ou un tiers.

23.4. – Si au jour de la dissolution, la société est pluripersonnelle, la dissolution entraîne la liquidation de la société dans les conditions définies par la loi.

TITRE VIII. – PERSONNALITÉ MORALE. FORMALITÉS. POUVOIRS. CONTESTATIONS

Article 24 - Personnalité morale. Immatriculation

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 25 - Actes accomplis pour le compte de la société en formation

Eventuellement un état des actes accomplis ou à accomplir pour le compte de la société en cours de formation, avec l'indication pour chacun de ces actes des engagements qui en résultent pour la société, sera annexé aux présents statuts lors de leur signature.

L'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés emportera reprise de ces actes et des engagements qui en résulteront pour la société.

Article 26 - Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au président pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi.

Article 27 - Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la constitution de la présente société seront portés au compte "frais de premier établissement".

Fait à LOUHANS
Le 10 décembre 2020
En TROIS exemplaires dont :

Monsieur Sébastien CENES

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Sébastien CENES', written over several horizontal lines.

Aux associés ,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée concernant l'apport des titres détenus par Monsieur CENES Sébastien dans la société **SARL SEBASTIEN CENES** dans le cadre d'un apport de titres à la Holding **SASU 3SC** nous avons établis le présent rapport prévu par l'article 223-9 du code de Commerce .

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports de titres n'est pas surévaluée.

A cet effet , nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle applicable à cette mission . Cette doctrine professionnelle requière la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports de titres , à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominale des Titres à émettre par la société bénéficiaire des apports .

1/ PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1 Personne physique apporteuse

Monsieur CENES Sébastien né le 10 aout 1984 à LONS-LE-SAUNIER (jura)
Célibataire majeur lié par un pacte civil de solidarité enregistré le 12 juin 2015 au greffe du tribunal d'instance de CHALON-SUR-SAONE
Demeurant 397 , Chemin du bas de Layer - 71290 - JOUVENCON

1.2 Nature et objectifs de l'opération

L'opération se résume à faire l'apport de la totalité des parts sociales de la **SARL SEBASTIEN CENES** détenues par Monsieur CENES Sébastien à la holding **SASU 3SC** dont le siège social se situe 16 rue d'Alsace - 71500 LOUHANS .

1.3 Description et évaluation des apports

Monsieur CENES Sébastien est l'associé unique de la **SARL SEBASTIEN CENES** société à responsabilité limitée au capital social de 5 000 euros , divisé en CINQ CENT (500) parts sociales de DIX EUROS (10 €) chacune , dont le siège social se situe 16 rue d'Alsace - 71500 LOUHANS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de CHALON SUR SAONE sous le n° 833 858 913 .

Cette société a pour objet , l'activité de quincaillerie , droguerie , bricolage , gaz , bois au détail et fournitures diverses . :

Le capital est actuellement réparti ainsi :

- Monsieur CENES Sébastien , propriétaire 500 parts sociales .

Monsieur CENES Sébastien est le Gérant de la société .

Il est fait apport par monsieur CENES Sébastien à la société **SASU 3SC** qui l'accepte, sous les conditions ordinaires de fait et de droit , de CINQ CENT (500) parts sociales qu'il détient dans la **SARL SEBASTIEN CENES** estimées à la somme de DEUX CENT CINQUANTE MILLE euros (250 000 €) .

1.4 Rémunération des apports

L'apport de monsieur CENES Sébastien , d'un total de DEUX CENT CINQUANTE MILLE euros (250 000 €) est rémunéré par l'attribution à son profit de **25 000** actions de **10 €** chacune entièrement libérées .

1.5 Aspects juridiques et fiscaux

Sur le plan fiscal , les parties entendent se soumettre aux dispositions des articles 150-OB du Code Général des Impôts , en application desquelles la plus-value d'apport est neutralisée et sa prise en compte différée jusqu'à la cession ultérieure (ou le rachat , le remboursement ou l'annulation) des titres reçus en échange .

2/ DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1 Diligences

Nous avons procédé aux contrôles que nous avons estimé nécessaires en qualité d'Experts. S'agissant des valeurs individuelles des apports proposées dans le traité d'apport , ces diligences ont consisté à :

- contrôler par sondages l'existence des actifs apportés et l'exhaustivité des passifs transmis à la société .
- vérifier , jusqu'à la date du rapport , l'absence de faits ou d'évènements susceptibles de remettre en cause la valeur des apports .

2.2 Appréciation de la valeur des titres

Nous avons vérifié que les titres n'étaient pas surévalués , au moyen des actions suivantes :

- examen des documents comptables , des documents d'inventaire et des immobilisations correspondant aux éléments et appréciation de la valeur globale des titres ,
- prise en compte de l'arrêté comptable de la **SARL SEBASTIEN CENES** au 31 décembre 2019 établi par le cabinet d'expertise comptable FIDUCIAL LOUHANS
- prise en compte du prévisionnel de résultat au 31 décembre 2020 établit par l'Agence FIDUCIAL EXPERTISE LOUHANS .

A l'issue de nos travaux , nous n'avons pas relevé d'éléments susceptibles d'affecter la valeur globale des apports proposés .

3/ CONCLUSION

Sur la base de nos travaux , nous concluons que la valeur des apports s'élevant à **250 000 €** n'est pas surévaluée et , en conséquence , que les titres apportés ont au moins une valeur égale au montant du capital de la société bénéficiaire de l'apport .

Fait à GIVRY

Le 02 décembre 2020 .

Les Commissaires aux apports

Francis LOISEAU
Expert foncier



Xavier COUZON
Expert Judiciaire près de la cour d'Appel de DIJON

